



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique N° 138 – 1^{er} trimestre 2009

**Synthèse
de la conjoncture
en Guadeloupe**

Synthèse

1 - Conjoncture internationale et nationale du 1er trimestre 2009

Poursuite du recul de l'activité et faiblesse de l'inflation

La dégradation de la conjoncture mondiale s'est poursuivie au premier trimestre 2009 et la plupart des économies des pays développés sont maintenant en récession (deux trimestres consécutifs de recul de l'activité). Le recul corrélatif du commerce mondial a pesé sur l'activité des pays émergents, qui a continué à ralentir.

La consommation est restée mal orientée malgré le recul important de l'inflation. Les effets négatifs de la crise, tels que la montée des taux de chômage et les effets de richesse négatifs (liés à l'immobilier et aux marchés boursiers), ont incité les ménages à poursuivre leurs ajustements en privilégiant le désendettement et la constitution d'une épargne de précaution. Les investissements sont très touchés par l'absence de perspectives de reprise à court terme.

La hausse du niveau des prix a atteint des valeurs historiquement basses : le glissement annuel très faible de l'inflation est le résultat d'une forte baisse des prix des matières premières, principalement du pétrole, d'une sous-utilisation des capacités de production et d'une demande particulièrement faible. On note cependant une certaine reprise des cours mondiaux des matières premières sur la fin du trimestre.

* * *

Aux **Etats-Unis**, l'activité se replie pour le troisième trimestre consécutif. Selon les estimations provisoires, le PIB du premier trimestre a diminué de 6,1 % en rythme annualisé¹, après -6,3 % au 4^{ème} trimestre 2008. Cette baisse plus importante qu'anticipée provient de la très forte contraction des stocks et de la chute de la FBCF. En revanche, la consommation privée a été plus robuste que prévu (+2,2 % en rythme annuel) et, si les exportations nettes de biens et services se sont contractées pour le second trimestre consécutif (notamment sous l'effet d'une légère appréciation du dollar), la contribution du commerce extérieur à la croissance a été positive. Le trimestre a été marqué par une diminution de la dépense publique (-3,9 %), pour la première fois depuis la crise financière. Le marché du travail a continué de se détériorer et le taux de chômage s'est rapproché des niveaux constatés dans la zone euro (8,9 % en avril). Pour la première fois depuis 1955, l'IPC est en recul sur un an (-0,4 % en mars 2009, -0,7 % en avril), mais cette baisse résulte essentiellement du fléchissement des prix des matières premières (hors alimentation et énergie, le glissement annuel reste aux alentours de 2 %). Le 29 avril 2009, la Réserve Fédérale a laissé inchangé son taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %.

Le **Japon** a enregistré une nouvelle baisse de son PIB, de 4 % soit la plus forte contraction de son histoire (après -3,8 % au dernier trimestre de 2008). L'archipel a été pénalisé par la chute de la demande mondiale qui a entraîné un recul de 26 % de ses exportations, secteur clé de son économie. L'ensemble des composantes de la demande interne a été mal orienté, notamment la FBCF (-7,7 % après -3,9 %). L'évolution des prix a continué de fléchir (glissement annuel de l'IPC de -0,3 % en mars après 0 % en décembre). La Banque du Japon a laissé inchangé son taux objectif, autour de 0,1 %.

Le **Royaume-Uni** a enregistré un troisième recul consécutif de son PIB. Ce repli, plus marqué que les précédents (-1,9 % en glissement trimestriel, après -1,6 % au 4^{ème} trimestre 2008) et plus important que prévu, est dû à une contraction sans précédent de l'activité manufacturière. L'inflation s'est ralentie en mars (2,9 % après 5,2 % en septembre) et la tendance baissière des prix des logements s'est poursuivie. La dépréciation sensible de la livre sterling pourrait jouer en faveur des exportations. Le 5 mars, la Banque d'Angleterre a abaissé son taux directeur à 0,5 % et a annoncé un programme d'achat d'actifs en livres sterling.

La **zone euro** est toujours en récession : elle enregistre un nouveau trimestre de contraction du PIB (-2,5 %, après -1,6 % au 4^{ème} trimestre 2008). La production industrielle a chuté de manière brutale (-20,2 % en mars 2009 sur un an), particulièrement pour les segments des biens intermédiaires, des biens d'investissement et des biens de consommations durables. Si les pays de la zone ne subissent pas le même degré de contraction de leur activité, ils sont cependant tous en récession, à l'exception de Chypre et de la Grèce. Le taux d'inflation est de 0,6 % sur un an (contre 3,3 % un an auparavant) mais ce repli global recouvre des situations très contrastées (de -0,7 % pour l'Irlande à 4 % pour Malte) ; cette évolution est essentiellement due aux prix de l'énergie

¹ Soit en rythme trimestriel, -1,6 % au dernier trimestre 2008 et premier trimestre 2009.

Conjoncture économique

puisque le taux d'inflation sous-jacente progresse de 1,6 %. Le taux de chômage s'est légèrement dégradé (8,9 % en mars après 8,7 % en février et 7,2 % en mars 2008). Depuis le début de l'année 2009, la BCE a procédé à quatre baisses successives de ses taux directeurs, établissant son taux principal de refinancement à 1 % en mai.

La **France** est entrée en récession, avec un deuxième trimestre consécutif de baisse de son PIB (-1,2 % après -1,5 %). Elle est le pays de la zone euro dont le recul de l'activité a été le plus faible. Si les dépenses de consommation des ménages maintiennent leur progression (+0,2 %), l'investissement total a connu un nouveau recul (-2,3 % après -2,4 %) et les variations de stocks ont encore pesé fortement (contribuant pour -0,8 point à la baisse du PIB). La chute du volume des échanges extérieurs se poursuit, mais le commerce extérieur a eu une contribution nulle sur la croissance du trimestre. Le marché du travail a continué de se dégrader dans l'ensemble des secteurs marchands, à l'exception de la construction, avec la destruction de 138 100 emplois au cours du premier trimestre, touchant particulièrement les emplois intérimaires. L'inflation progresse légèrement en avril (+0,2 %) mais elle enregistre un glissement annuel historiquement bas à 0,1 % (il faut remonter à 1957 pour avoir une inflation annuelle aussi basse) notamment du fait d'une baisse des prix des produits manufacturés (liés à la baisse des prix des automobiles neuves) et des prix de l'énergie¹.

Enfin, le ralentissement de la croissance observé dans les **économies émergentes** s'est légèrement atténué au cours du premier trimestre, notamment en liaison avec une diminution de la contraction des échanges. En Chine, si l'évolution annuelle du PIB a été modérée (6,1 % après 6,8 % en rythme annuel²), les mesures de relance et la politique monétaire mises en œuvre par les autorités semblent avoir joué favorablement sur les facteurs nécessaires à une reprise de la croissance : la FBCF a augmenté sur le premier trimestre de 30 % dans les zones urbaines, la consommation intérieure a relativement bien résisté³ et les crédits consentis à l'économie ont progressé de 30 % sur un an. En Amérique latine, l'activité a été faible, avec notamment une production industrielle qui a continué de diminuer (de -1,5 % en Argentine à -13,3 % au Brésil). En outre, les taux d'inflation ont été négatifs en Chine (-1,2 % en mars en glissement annuel), tandis qu'ils demeuraient à des niveaux élevés en Amérique latine en dépit de la chute de l'activité dans cette zone (autour de 5 – 7 % de baisse).

2 – Conjoncture à la Guadeloupe

La conjoncture économique et sociale a été fortement affectée par le mouvement social⁴ contre la vie chère. Le blocage des principales activités de l'île (en particulier entre le 20 janvier et le 4 mars, date de signature d'un protocole) a généré d'importantes difficultés pour les entreprises, notamment dans le secteur du tourisme.

Alors que le département enregistrait à la fin de l'année 2008 une dégradation progressive des indicateurs de conjoncture économique et financière, le mouvement social a approfondi l'impact de la crise internationale, qui avait été jusqu'alors relativement contenu.

La consommation d'électricité moyenne tension, indicateur du niveau d'activité de la place, affiche un recul important (-10,6 % en cumul à fin mars sur un an et -14,2 % par rapport au trimestre précédent).

Dans un contexte international de désinflation, le niveau général des prix connaît une croissance modérée, en raison du recul important des prix de l'énergie depuis le mois de décembre.

Les premiers résultats de la direction du travail traduisent une dégradation conséquente du marché de l'emploi.

¹ L'indicateur d'inflation sous-jacente est de 1,6 %.

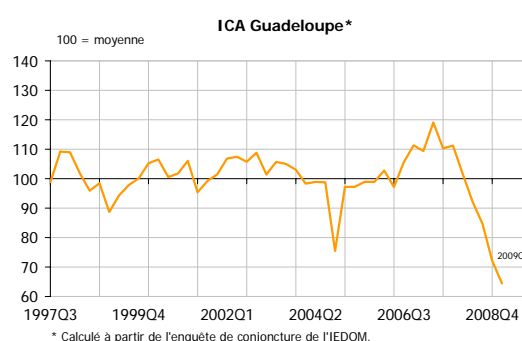
² Soit, en rythme trimestriel, une croissance de 1,5 % après 1,7 %

³ L'indice mensuel de confiance des consommateurs a légèrement diminué entre décembre et mars (passant de 88 à 86), mais les ventes au détail de biens de consommation ont progressé de 15 % au premier trimestre, en rythme annuel (*source* : National Bureau of Statistics of China).

⁴ Le collectif « Lyannaj kont pwofitasyon » (LKP), constitué d'une cinquantaine d'organisations regroupant l'ensemble des centrales syndicales ainsi que des associations politiques, culturelles et économiques, a présenté une plateforme de 146 revendications, concernant le niveau et les conditions de vie, l'éducation, l'emploi, les services publics, l'aménagement du territoire et les infrastructures. Parmi les 30 points prioritaires inscrits, on relève l'augmentation de 200 euros nets des bas salaires, des retraites et des minima sociaux, la baisse significative des taxes et marges sur les produits de première nécessité et les transports, une baisse additionnelle du prix du carburant ainsi que celle des prix des services publics marchands.

Conjoncture économique

Les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM mettent en évidence le recul important de l'activité perçue par les professionnels. Les événements du début d'année auront des répercussions fortes sur la rentabilité des entreprises, au regard des évolutions de charges et d'activité. Au premier trimestre 2009, l'indicateur du climat des affaires (ICA)¹ a poursuivi sa dégradation (5^{ème} trimestre consécutif de baisse depuis fin 2007) sous l'effet de la « composante passée » (principalement des soldes relatifs aux délais de paiement, à la trésorerie et à l'activité).



Malgré les mesures gouvernementales et régionales de sortie de crise, la mise en place du dispositif de médiation du crédit et les moratoires mis en œuvre au 1^{er} trimestre, les premiers indicateurs économiques restent en berne au second trimestre, laissant présager une année 2009 de récession. Une attention particulière devra être portée aux niveaux de trésorerie des entreprises, en raison des besoins de réapprovisionnement dans la perspective de la rentrée scolaire et de la reprise progressive de l'activité, après la période de déstockage au 1^{er} semestre.

Depuis le 12 mars (date de la première audience du tribunal suivant la grève), 103 sociétés ont été mises en liquidation judiciaire (représentant 333 emplois). Seules 28 seraient liées aux effets de la grève (294 emplois).

2.1 – Indicateurs macroéconomiques

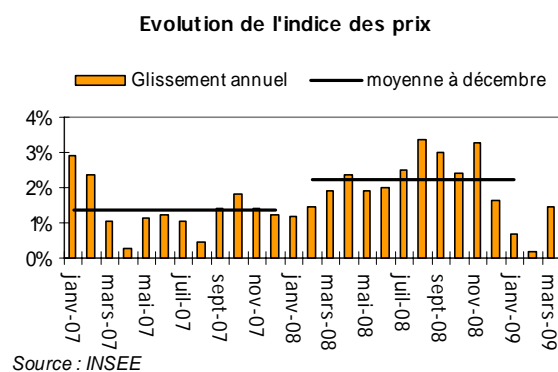
Prix

Dans l'ensemble de l'Outre-mer, on observe un mouvement général de ralentissement de l'inflation, dans un contexte de diminution de l'activité.

Aux Antilles, le calcul des indices de prix au 1^{er} trimestre a été influencé par l'absence d'une majorité de relevés de prix en raison des mouvements sociaux².

A fin mars, le niveau général des prix affiche un léger recul en Guadeloupe (-0,2 %) par rapport à décembre, impacté en particulier par la baisse des prix des produits pétroliers et des produits frais (-13,4 % et -7,3 %). Les biens alimentaires (hors produits frais)³ progressent de 3,3 % sur la période, alors que le tabac enregistre la plus forte augmentation (+14,5 %).

En revanche, l'analyse sur un an montre une légère reprise de l'inflation en mars (+1,4 % en glissement), mais qui reste en dessous de sa moyenne sur 4 ans (2,2 %). Hors énergie, le taux de progression atteindrait 3,8 % selon les chiffres de l'INSEE. Les évolutions les plus marquées portent sur les services (+2,7 %, singulièrement les prix des loyers + 5,2 %), les produits manufacturés (+3,7 %) et l'alimentation hors produits frais (+7 %). Les prix de l'énergie se sont repliés de 18,5% sur un an, cette baisse atteint 24,2% pour le pétrole.



¹ L'indicateur du climat des affaires a été établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture, centré sur sa moyenne de longue période normée à 100. Cf section « Note méthodologique ».

² Les indices publiés pour le 1^{er} trimestre 2009 constituent le reflet de la collecte réalisée, particulièrement au mois de février, les enquêteurs ont eu des difficultés à se déplacer, de nombreux points de vente étaient fermés et beaucoup de produits n'étaient plus disponibles.

³ Pondération dans l'indice mensuel des prix à la consommation: 17,92/100.

Emploi

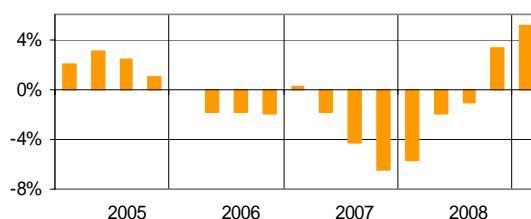
Le pôle emploi a recensé en Guadeloupe et dans les Iles du Nord 47 840 chômeurs de catégorie A à fin mars (avec le chiffre record de 2 950 demandeurs supplémentaires inscrits durant le mois¹). La progression est beaucoup moins forte que celle de la France entière (+21,3 % sur un an, contre +5,1 % dans le département et +4,8 % en Martinique).

Les personnes âgées de 50 ans et plus (15 % des inscrits au 1^{er} trimestre) sont les plus touchées : avec une croissance de près de 20 % sur un an, elles représentent la moitié des nouveaux demandeurs. Les jeunes de moins de 25 ans (12 % des chômeurs) ont progressé pour leur part de 5,7 % sur un an, avec plus de 600 nouveaux demandeurs en un mois. Selon la DTEFP, 1 557 dossiers de demande d'ouverture de chômage partiel² ont été déposés, pour près de 9 250 salariés.

Parallèlement le nombre d'offres d'emploi collectées et satisfaites diminue (-24,2 % et -25,3 % sur un an), en particulier les emplois temporaires de 1 à 6 mois.

Le nombre d'allocataires du RMI est en recul depuis 2005 (-19,4 % en glissement annuel), résultant entre autre du poids croissant des contrats aidés en Guadeloupe.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (A)
Glissement annuel



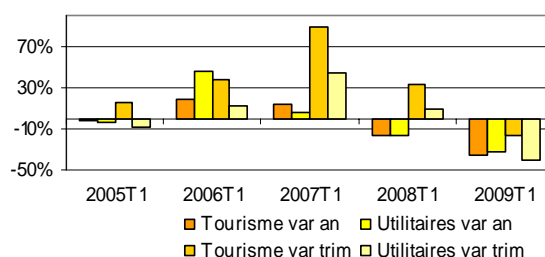
Source : DTEFP

Consommation des ménages

La consommation des ménages a été fortement impactée par les événements sociaux et la fermeture des commerces. Les importations de biens de consommation courante et de biens d'équipement ménagers accusent d'importants replis en valeur (respectivement -28 % et -39 % sur un an, et -26 % et -47 % par rapport au trimestre précédent)³.

L'évolution de l'encours des crédits à la consommation (hors découvert) reflète la contraction du marché automobile et le fléchissement de la consommation des ménages (+3,5 % sur un an à fin 2008, après +7,8 % en décembre 2007). Le marché automobile enregistre un tiers d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs en moins sur un an (et -16 % par rapport au dernier trimestre).

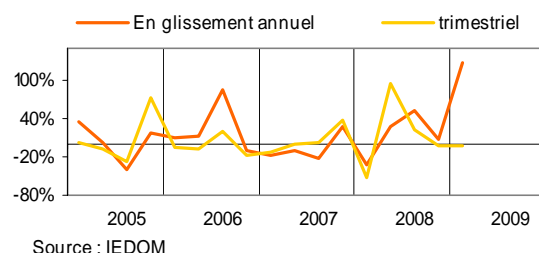
Evolution du nombre d'immatriculations de véhicules neufs



Source : Préfecture

Alors que la place bancaire locale (principal financeur pour cette clientèle) constate au 1^{er} trimestre un effondrement de la demande de crédit immobilier de la part des ménages⁴, la vulnérabilité des ménages continue de s'aggraver : on observe un accroissement significatif du nombre de retraits de cartes bancaires (+128 % sur un an) et de celui des personnes physiques en interdiction bancaire (+3,2 %).

Evolution des retraits de cartes bancaires



Source : IEDOM

Investissement des entreprises

Dans un contexte de marasme international, amplifié par le blocage des principales activités de l'île, les perspectives d'investissement à moyen et long termes ont été fortement freinées. Elles ont atteint leur plus bas niveau depuis plus de 5 ans.

¹ Cette hausse mensuelle correspond partiellement à un rattrapage des données de janvier et de février.

² Données au 11 juin 2009.

³ En volume, le recul reste conséquent : -39 % sur un an et -37 % pour les biens de consommation courante, -34 % pour les évolutions des biens d'équipement ménagers.

⁴ A la fois en nombre et en volume.

Conjoncture économique

Après avoir progressé de 19,3 % en 2007, les encours de crédits d'investissement ont ralenti en 2008, tout en restant dynamiques (+9,8 %). Le tassement devrait être plus sévère en 2009, renforcé par un comportement attentiste de la part des entreprises ; les seuls investissements en cours se limiteraient aux besoins de renouvellement.

Les premiers indicateurs d'investissement marquent un repli important au 1^{er} trimestre, illustré par le nombre d'attestations du Consuel¹ concernant les locaux commerciaux et industriels (-44 % sur un an, -51 % sur le trimestre), les immatriculations de véhicules utilitaires (respectivement -33 % et -41 %) ou les importations de biens d'équipements (-33 % et -50 %).

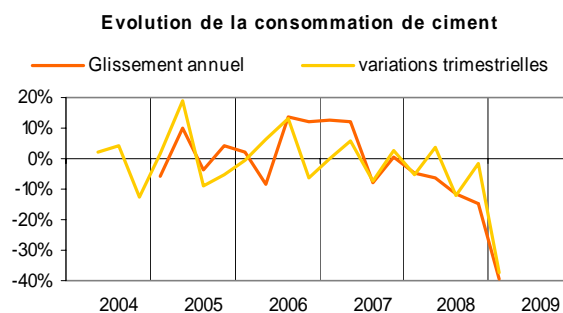
En parallèle, l'évolution du nombre d'incidents de paiement sur effet (+45 % sur un an, +10 % par rapport au 4^{ème} trimestre) et des personnes morales en interdiction bancaire (+8,8 % à fin mars en glissement annuel, +0,4 % par rapport à décembre 2008.) traduit la dégradation de la vulnérabilité des entreprises, idéjà sensible au 4^{ème} trimestre 2008.

2.2 – Bâtiments et travaux publics/Industries

Compte tenu des nombreux projets retardés et dans l'attente du redémarrage des activités, le secteur du BTP affiche des résultats très médiocres : après une baisse annuelle de 8 % en 2008, les 3 premiers mois de l'année ne sont guère encourageants si l'on en juge par les ventes de ciment, qui chutent de 37 % sur le trimestre (-40 % en cumul sur un an). Ce premier trimestre est qualifié de « catastrophique » par les cimentiers, en particulier sur les ventes de ciment vrac.

Les attestations délivrées par le Consuel pour les logements et les locaux neufs confirment cette tendance avec un recul de 34 % sur un an et sur le trimestre. Les encours de risques concernant le secteur recensés par la Banque de France², enregistrent une progression moins vigoureuse en glissement annuel (+9,3 % contre +22,8 % entre 2008 et 2007) et une baisse par rapport au 4^{ème} trimestre 2008 (-4,7 %).

Depuis la reprise de l'activité, la visibilité des professionnels sur le moyen terme est réduite. L'évolution de la commande publique devrait jouer un rôle prépondérant dans le soutien du secteur et plus largement de l'économie. Ainsi, pour relancer l'immobilier en Guadeloupe, le Conseil régional a décidé de garantir les emprunts des bailleurs de fonds sociaux dans le cadre de sa politique de cohésion sociale et du plan de relance de la Guadeloupe. La garantie d'emprunt s'élève à hauteur de 57 millions d'euros, correspondant à la construction de 3 215 logements sociaux programmés entre 2006 et 2008 et lancés en 2009³.



Source: Ciments Antillais

2.3 – Industries agroalimentaires

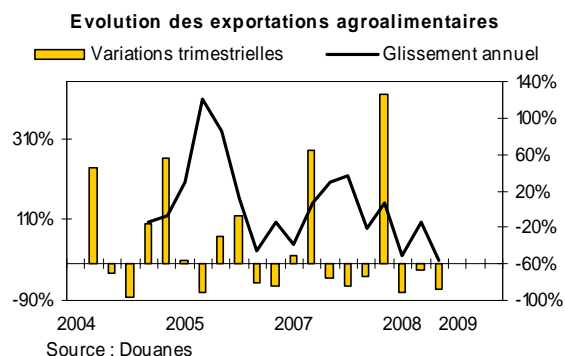
L'industrie agroalimentaire a été partiellement impactée par le mouvement social, en particulier les activités sucrières, filière à l'équilibre économique et financier déjà fragile. Les exportations de produits agroalimentaires ont accusé une baisse importante de 27 % sur le trimestre (en valeur) et de 6,3 % par rapport à l'année précédente.

¹ Attestations délivrées lors de l'achèvement des constructions.

² Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information, bien que non exhaustive, permet une analyse des encours de crédits par secteurs économiques.

³ Une priorité a été accordée sur les logements étudiants de la zone de Basse-Terre, représentant 12,6 millions d'euros de la garantie.

Le secteur de la canne reste en difficulté et certains planteurs craignent de récolter à perte. Le démarrage de la campagne sucrière a été lancé avec 2 mois de retard consécutifs au conflit social¹. Concernant l'usine Gardel, 18 jours de broyage ont permis de manipuler 90 000 tonnes de cannes et de produire environ 10 000 tonnes de sucre au début du mois de mai, avec une richesse saccharine moyenne de 9,5 %, qui a tendance à s'appauvrir compte tenu des mauvaises conditions climatiques et du décalage de la campagne. Marie-Galante a broyé pour sa part 40 000 tonnes sur 33 jours et produit 4 500 tonnes de sucre avec une richesse saccharine supérieure à 10 %.

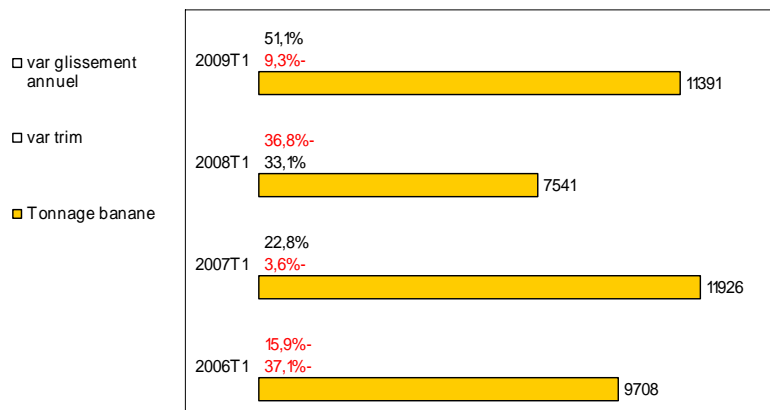


Les résultats des autres branches seraient relativement satisfaisants sur les premiers mois de l'année. La production de farines a enregistré une progression de 9 % sur le trimestre (et +8 % sur un an) et la production d'aliments de bétail est restée relativement stable avec toutefois des volumes inférieurs sur un an.

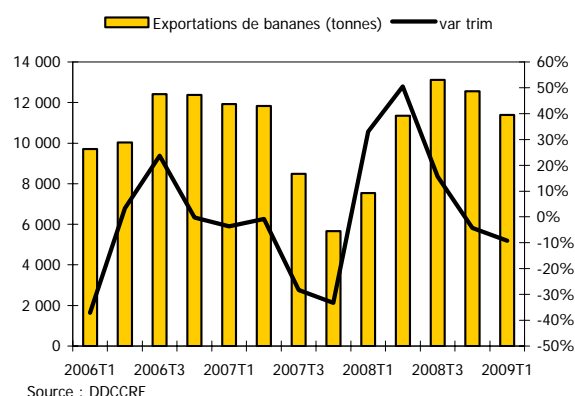
Les industries de rhum industriel (qui représentent près de 80 % des exportations de la branche) enregistrent en début d'année des chiffres en hausse : les exportations ont augmenté de 17 % sur un an à fin mars (contre - 6,7 % en moyenne à cette période sur les quatre dernières années). Mais cette croissance est essentiellement due à des réallocations de contingent. En revanche, le rhum agricole rencontre plus de difficultés, affichant un recul des quantités exportées de 16 % sur un an. En terme de production, les deux filières enregistrent un fort recul en glissement annuel : -68 % pour le rhum industriel (de sucrerie) et -64 % pour le rhum agricole.

Concernant la banane, les volumes expédiés, contrôlés par la DDCCRF, rattrapent ceux enregistrés au 1^{er} trimestre 2007. Sur un an, la progression apparaît sensible (+51 %) compte tenu d'un effet de base positif, les résultats de la fin de l'année 2007 et du début 2008 ayant été impactés par le passage du cyclone Dean. Sur le trimestre, les exportations reculent de 9 %. Les protagonistes du secteur de la banane souhaitent inscrire leur activité dans une démarche de développement durable de la filière, en poursuivant leur investissement, avec une politique active de certification de la production dans la perspective de vente sur le marché européen.

Evolution des exportations de bananes
(- var négative)



Evolution des exportations de bananes



¹ La campagne sucrière a ainsi démarré fin mars pour Marie-Galante et le 16 avril pour Gardel.

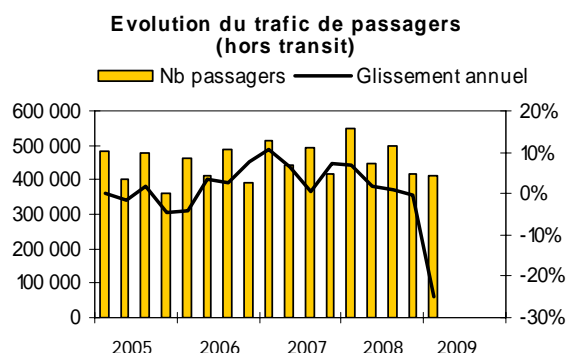
2.4 – Tourisme

La grève a engendré de fortes répercussions dans le secteur touristique, touché de plein fouet après le début de la haute saison. Près de 10 000 séjours à destination des Antilles ont ainsi été annulés au 1^{er} trimestre. En cumul depuis janvier, le nombre de passagers (hors transit) à l'aéroport affiche un recul de 25 % sur un an.

Les statistiques du secteur hôtelier traduisent également une diminution marquée de la fréquentation touristique : le taux d'occupation perd 31 points en mars par rapport à mars 2008 (passant de 73 % à 42 %) et le nombre de nuitées est divisé par plus de 2,5 sur la même période. Trois grandes structures représentant plus d'un tiers des chambres de l'île étaient fermées lors des événements. Les professionnels de l'hôtellerie ont enregistré une baisse de 35 % de leur chiffre d'affaires au 1^{er} trimestre 2009.

La saison de croisières a été très perturbée, avec 90 000 passagers contre 185 000 attendus et 121 escales effectuées (contre 201 prévues), soit une perte de 5 à 6 millions de chiffre d'affaires. Le nombre de croisiéristes enregistré au port accuse une baisse de 9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2008.

Dans ce contexte, des campagnes de promotion de la destination Guadeloupe ont été engagées¹ avec notamment le lancement d'une opération début mai par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, comprenant la mise en vente de billets à tarifs attractifs.



Source : Aéroport Pôle-Caraïbes

2.5 – Commerce et Services

Le secteur du commerce a été fortement affecté par le mouvement social, avec le blocage et la fermeture des centres commerciaux pendant la période. Les sources d'approvisionnement de détail ont ainsi reposé sur les commerces de proximité et la vente directe entre le producteur local et le consommateur. Des accords relatifs à la baisse des prix des principales denrées alimentaires et produits de première nécessité ont été signés en avril et en mai, garantissant la stabilité des prix ainsi fixés jusqu'au 31 décembre 2009.

Certains acteurs du secteur ont négocié l'échelonnement de leurs dettes auprès de leurs fournisseurs. Malgré la souplesse dont peuvent bénéficier les petites structures, ces dernières se heurtent à d'importantes difficultés de trésorerie, induites ou aggravées par plusieurs semaines d'inactivité. L'analyse des encours de crédit déclarés à la Banque de France montre la poursuite du ralentissement de l'endettement à moyen et long terme du secteur² (-15,5 % en glissement annuel), utilisé principalement pour les investissements en création et acquisition de locaux et de fonds de commerce. Cette tendance est corroborée par le recul des attestations du consuel. Les dettes à court terme, qui assurent le financement des stocks de marchandises, enregistrent pour leur part une baisse de 11,1 % sur un an (-3 % par rapport à décembre 2008).

Le secteur des services fait également état ce trimestre de la dégradation de son volume d'affaires. Les encours de risques diminuent de 1,5 % sur le trimestre (contre +2,6 % en moyenne trimestrielle sur les deux dernières années). Le financement à moyen et long terme recule ainsi de 1,7 %, perdant 36 M€ (et -1,2 % pour les encours de court terme). En revanche, les professionnels interrogés anticiperaient un redémarrage rapide de leur activité pour le second trimestre³.

¹ Une communication agressive du CTIG (comité du tourisme) a été développée dans le cadre d'une reconquête du marché européen. Le secrétaire d'état à l'Outre-mer, Y. Jégo a signé une convention de soutien au secteur du tourisme avec le GIE Maison de la France, chargé de mettre en place et de réaliser une campagne internationale de promotion touristique afin de relancer et de diversifier la fréquentation touristique de l'outre-mer français, sur le marché national et les grands marchés étrangers conformément aux actions de communication annoncées lors des assises nationales du tourisme (création d'un site Internet de promotion et de réservation, conception et diffusion d'une brochure de promotion touristique sur l'ensemble des destinations ultramarines).

² Incluant le secteur automobile.

³ Les résultats du secteur peuvent cependant être pris avec une relative précaution compte tenu du taux de réponse obtenu ce trimestre (56 %).

Crise sociale aux Antilles

Des mouvements de grève contre la vie chère ont débuté à la Guadeloupe le 20 janvier 2009 puis le 5 février 2009 à la Martinique à l'initiative du LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon, mouvement contre l'exploitation outrancière) et du Collectif du 5 février qui regroupent l'ensemble des syndicats de salariés et des associations. Les revendications présentées portaient notamment sur le relèvement immédiat de 200 euros nets des bas salaires et sur la baisse des prix des produits et services de base, y compris les tarifs bancaires. La contestation visait également le système de fixation des prix et la concentration de l'activité import/export/distribution, avec l'objectif d'augmenter le pouvoir d'achat et de soutenir la consommation des produits guadeloupéens et martiniquais.

Le 19 février 2009, le Président de la République Nicolas Sarkozy s'est adressé aux ultramarins en proposant plusieurs mesures visant à répondre aux différentes revendications, notamment :

- plusieurs aménagements de la Loi pour le Développement Economique de l'Outre-Mer (LODEOM) ;
- des mesures d'amélioration des conditions de la concurrence ;
- des mesures visant à une meilleure répartition des richesses au sein de l'entreprise et à l'augmentation des revenus des ménages ;
- le doublement d'ici trois ans du nombre de jeunes ultramarins formés dans le cadre du SMA (service militaire adapté) ;
- la mise en œuvre d'une mission d'inspection examinant les mécanismes de fixation des prix des carburants outre-mer ;
- un plan de relance de 50 millions d'euros pour le développement des secteurs prioritaires (énergies renouvelables, agro-nutrition et nouvelles technologies).

Le Président a également annoncé la tenue au mois d'avril d'Etats généraux dans chacun des départements d'outre-mer.

Selon le communiqué de la Présidence de la République du 19 février, l'effort supplémentaire de l'Etat au profit des quatre DOM devrait s'élever à 580 millions d'euros dont 280 millions d'euros au titre du RSA.

Un protocole d'accord a été signé à la Guadeloupe le 4 mars 2009, prévoyant dans le cadre de l'accord Jacques Bino, le financement d'une hausse salariale de 200 euros pour les employés des entreprises signataires. Ce financement a été réparti entre l'employeur, l'Etat et les collectivités. Ainsi, la part employeur s'élève à hauteur de 50 euros pour les entreprises de moins de 100 salariés et de 100 euros pour les entreprises de plus de 100 salariés. L'Etat finance pour sa part 100 euros sur trois ans. Enfin, les collectivités locales se sont engagées à verser 50 euros (pour les entreprises de moins de 100 salariés) sur une durée de 12 mois. (Cf ci-dessous)

A la Martinique, deux accords cadre ont été signés. Le premier, en date du 3 mars 2009, prévoit une augmentation de 200 euros nets mensuels pour les salaires du secteur privé jusqu'à 1,4 smic. Le second, en date du 6 mars 2009, prévoit une réduction des prix de 20 % sur 400 produits de première nécessité. Ces deux textes ont fait l'objet d'une poursuite des négociations en commission technique en vue d'affiner les orientations générales fixées. La signature d'un protocole de suspension de conflit, reprenant les principaux points d'accord est intervenue le 14 mars 2009.

Accord entre le syndicat des gérants de stations-service et le Secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer

Le 19 février 2009, un protocole d'accord actant la limitation du nombre de stations-service sur le territoire à 118 d'une part, et la mise en place d'un moratoire gelant l'implantation de nouvelles stations pour une durée de 3 ans d'autre part, a été signé entre l'organisation professionnelle des gérants de stations service (OPGSS) et l'Etat.

Accord régional interprofessionnel sur les salaires

Suite au mouvement de grève initié par le collectif « Liyannaj kont pwofitasyon (LKP) » le 20 janvier 2008, un accord régional interprofessionnel sur les salaires, dit « Accord Jacques Bino », a été entériné le 26 février 2009 à Pointe-à-Pitre par les organisations professionnelles d'employeurs UMPEG, UCEG, CRTG, OPGSS, UNAP et les organisations syndicales de salariés CGTG, CFDT, CTU, CFTC, CGT-FO, UGTG, UNSA en présence de M. Desforges, Préfet de la Région Guadeloupe, et sous la médiation de Messieurs Bessière, Lopez, Lemaitre et Arconte, Directeurs du Travail. Applicable à compter du 1er mars 2009, cet accord stipule à l'article II que tous les salariés représentés par les organisations signataires dont le salaire horaire de base (hors prime et accessoires de salaire) est égal au SMIC et jusqu'à 1,4 SMIC inclus, voient leurs revenus mensuels augmenter de 200 euros nets. Au-delà de 1,4 SMIC, les salaires seront fixés dans le cadre des négociations de branche ou d'entreprise, qui s'ouvriront sur la base d'une augmentation minimale de 6 % pour les rémunérations comprises entre 1,4 et 1,6 SMIC, et 3 % au-delà, dans un délai de trente jours à compter du 26 février 2009. L'article III de l'accord précise que le financement du dispositif d'augmentation de 200 euros nets des salaires mensuels est réparti entre l'employeur, l'Etat et les collectivités. Ainsi 50 euros seront à la charge des entreprises de moins de 100 salariés et des associations du secteur non marchand. Cette contribution s'élève à 100 euros pour les entreprises de plus de 100 salariés. La part employeur serait en outre exonérée de charges patronales et salariales, à l'exception de la CSG et de la CRDS, et sous réserve d'une mesure législative sollicitée auprès du gouvernement et des parlementaires. L'Etat fournira une aide à hauteur de 100 euros pour une durée de 36 mois au titre du Revenu Temporaire de Solidarité Active (RTSA) pour l'ensemble des salariés. Enfin, la part des collectivités locales se chiffre à 50 euros (25 euros pour le Conseil Général et 25 euros pour le Conseil Régional) pour une durée de 12 mois concernant les entreprises de moins de 100 salariés et les associations du secteur non marchand. L'article V prévoit par ailleurs une clause de convertibilité de ces 200 euros nets à la charge de l'employeur au terme du délai des aides de l'Etat et des collectivités locales.

Cet accord a été étendu par l'arrêté du 3 avril 2009, publié au journal officiel du 10 avril 2009, à tous les employeurs et les salariés compris dans son champ d'application (entreprises et établissements du secteur privé employant des salariés sous contrat de droit privé), à l'exception du préambule d'accord, et de l'article V imposant une augmentation générale des salaires qui ne tiendrait pas compte de la situation économique et de l'emploi ainsi que des obligations de négociation collective obligatoire annuelle.

Protocole d'accord de suspension de conflit

Le 4 mars 2009, des représentants de l'Etat, des collectivités locales, de l'association des maires, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale ainsi que du collectif « Liyannaj kont pwofitasyon » ont signé un protocole d'accord qui met fin à 44 jours de grève. Comprenant 165 articles, le protocole traite de problématiques liées au niveau de vie et au pouvoir d'achat, au logement, aux transports, à la formation professionnelle, à l'emploi, aux droits et libertés syndicales, aux services publics, à la production, à l'aménagement du territoire et à la culture. Parmi les nombreux points figurent notamment le versement par l'Etat d'une prime de solidarité active de 200 euros en avril 2009 aux 51 000 foyers qui perçoivent les plus bas revenus, la création d'un fond de soutien exceptionnel de 3 millions d'euros au bénéfice des 17 000 allocataires du minimum vieillesse et des 7 000 bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé, la décision du Conseil Général en 2009 d'une diminution de la taxe d'habitation de 9 % et de la taxe sur le foncier bâti de 7 % applicable en 2010 ainsi que la baisse des prix des produits de première nécessité, du carburant, de l'eau, des communications, de l'électricité et des services bancaires.

Plan CO.RAIL Antilles (Contrat de reprise d'activité et d'initiative locale)

Ce plan comprend des dispositions exceptionnelles à court terme que l'Etat met en oeuvre pour aider les entreprises à surmonter leurs difficultés de trésorerie en sortie de crise, avec notamment un report du paiement des dettes fiscales, des droits de douane, des aménagements en matière de dettes sociales comme la suspension des poursuites durant six mois et l'abandon de 50 % des créances en cas de signature d'un plan d'apurement par les entreprises concernées, ainsi qu'un assouplissement des règles applicables au chômage partiel.

Les TPE en difficulté pourront également obtenir un prêt à taux zéro d'un montant maximal de 25 000 euros et accéder à des prêts d'honneur. Des mesures à moyen terme visant une reprise de l'investissement sont également prévues, tels les prêts participatifs de rénovation hôtelière.

<http://www.outre-mer.gouv.fr/?informations-plan-co-rail-antilles.html>

Le dispositif de médiation du crédit

Le plan de financement de l'économie défini par le Gouvernement le 2 octobre répond à deux enjeux pour les banques : leur fournir de la liquidité à moyen terme tout en offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres.

Le dispositif de médiation du crédit est opérationnel depuis le 14 novembre ; il concerne les entreprises confrontées à des difficultés pour accéder au crédit ou pour bénéficier de la couverture finale d'assurance-crédit, et qui n'ont pu trouver de solution avec les banques et avec les assureurs de crédit. Le site www.mediateurducredit.fr fournit les informations pratiques sur la démarche et la saisine d'un dossier.

Sous l'égide des Préfets et des Trésoriers payeurs généraux, la médiation du crédit est conduite par les médiateurs départementaux qui sont, dans l'hexagone, les directeurs des succursales de la Banque de France et, dans l'Outre-mer, les directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM. Pour toute information complémentaire : mediation.credit.971@iedom-guadeloupe.fr.

Renforcement des dispositifs de garantie bancaire de l'Agence Française du Développement

Le Conseil d'administration de l'AFD a approuvé le 2 avril 2009 la couverture pour la durée du plan de relance jusqu'à fin 2009 de la garantie des lignes de crédit court terme confirmées (LCCTC) accordées par les banques à des entreprises situées notamment dans les départements d'outre-mer et les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Ce dispositif, qui s'intègre dans le cadre du plan CO.RAIL, permettra à l'institution de prendre en charge le déploiement du plan de relance des PME.

Convention entre l'ADIE et le Secrétariat d'Etat à l'outre-mer

M. Yves Jégo, secrétaire d'Etat chargé à l'Outre-mer, a signé en avril une convention avec Mme Maria Nowak, présidente de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) pour la création de 1 000 nouvelles entreprises outre-mer. Le secrétariat d'Etat à l'outre-mer versera 2 millions d'euros au total sur 3 ans à l'ADIE afin de financer l'accompagnement des bénéficiaires (formation, suivi et conseil).

**Annexes
statistiques**

Note Méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner un poids, aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises, proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires (ICA), suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Sommaire

L'évolution de la conjoncture	3
Vue d'ensemble	16
1. Les entreprises	17
1.1 L'offre de biens et services par secteur	17
1.1.1 Agriculture, élevage et pêche.....	17
1.1.2 Industrie agro-alimentaire.....	18
1.1.3 Autres industries.....	20
1.1.4 Bâtiment et travaux publics.....	21
1.1.5 Le commerce.....	23
1.1.6 Hôtellerie - Tourisme.....	24
1.1.7 Services aux entreprises.....	25
1.2 L'investissement des entreprises	26
1.3 Les conditions de financement des entreprises	26
1.4 La vulnérabilité des entreprises	27
2. Les ménages	28
2.1 La consommation des ménages	28
2.2 L'investissement des ménages	28
2.3 La vulnérabilité des ménages	29
3. Indicateurs macro-économiques	30

L'évolution de la conjoncture

Vue d'ensemble

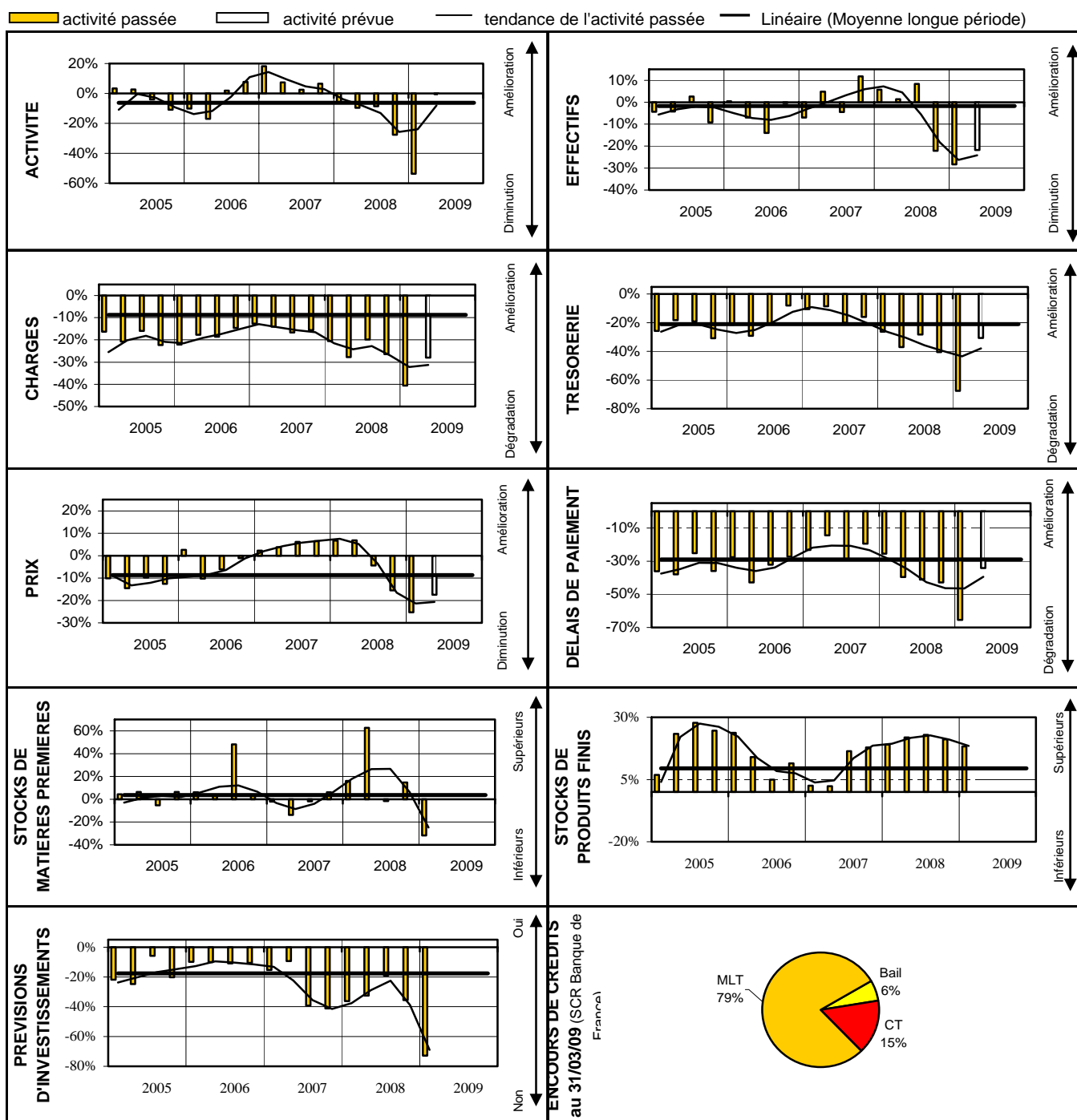
1. Les entreprises

2. Les ménages

3. Indicateurs macro-économiques

Vue d'ensemble

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2009 ¹

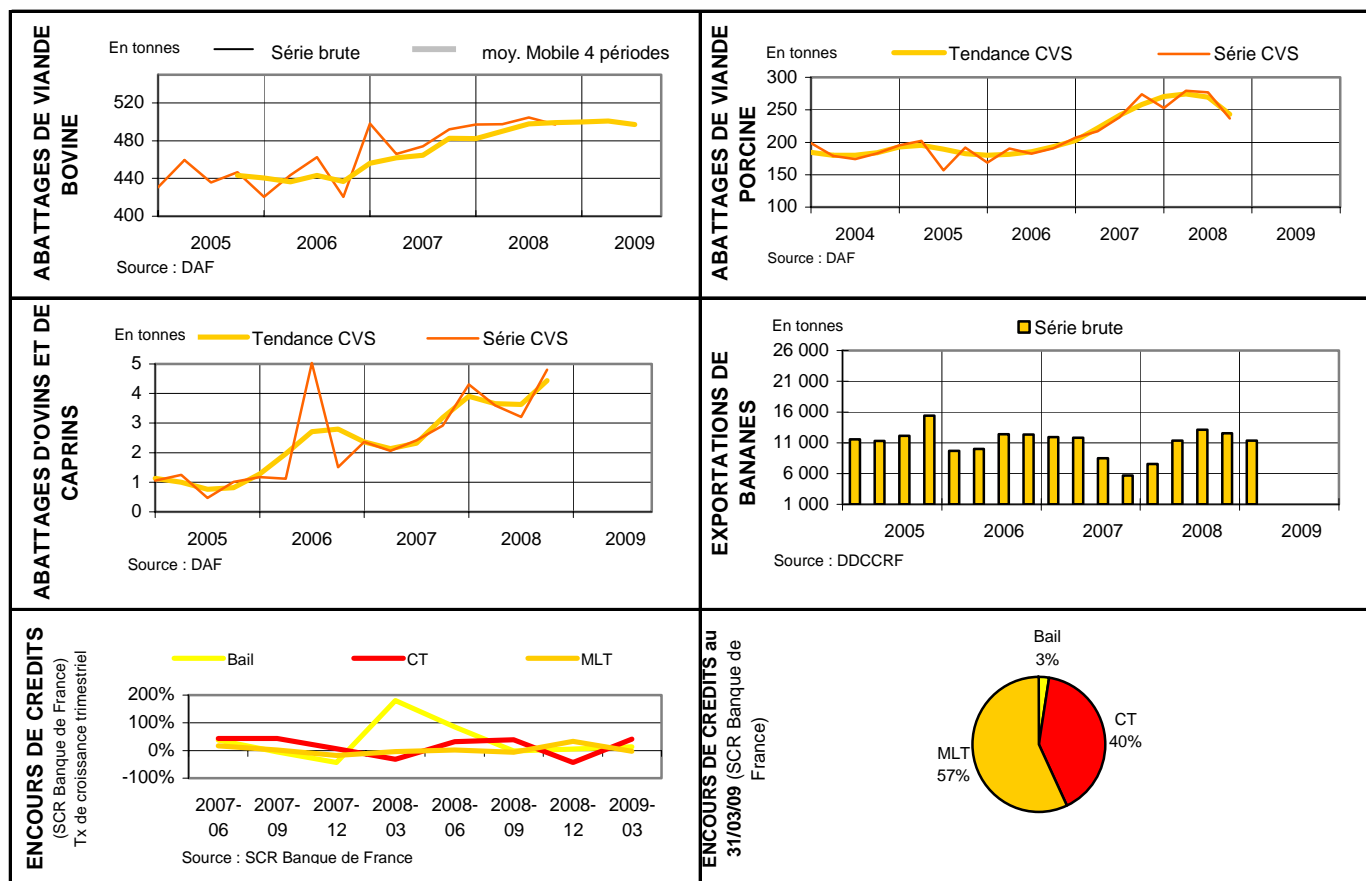


¹ La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinions relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

1. Les entreprises

1.1 L'offre de biens et services par secteur

1.1.1 Agriculture, élevage, pêche

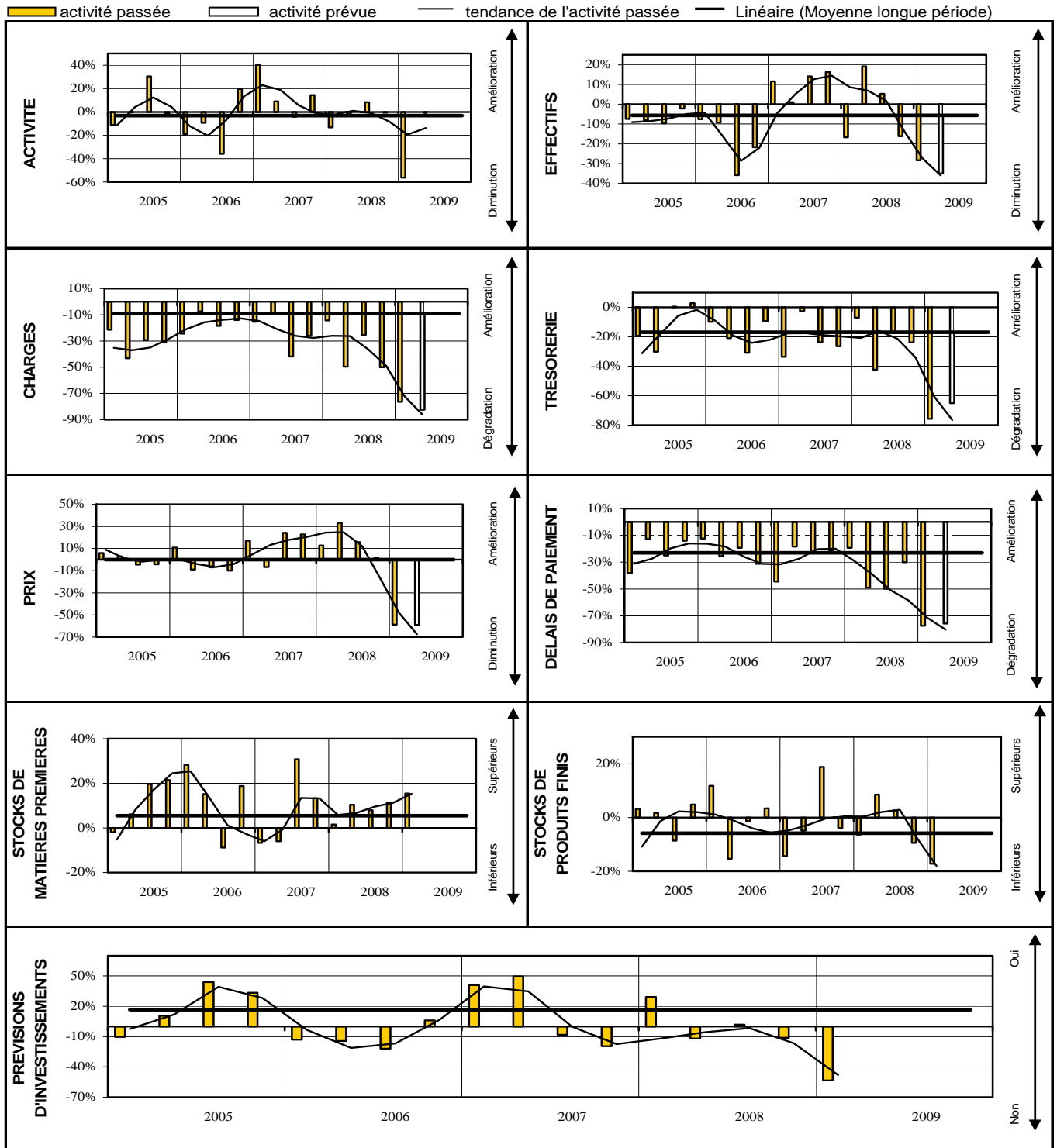


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
Abattages de viande bovine (en tonnes)	431	420	498	497	498	505	-	-	ND	0	-
Abattages de viande porcine (en tonnes)	159	137	167	202	255	265	-	-	ND	0	-
Abattages d'oivins et caprins (en tonnes)	1	1	2	4	4	3	-	-	ND	0	-
<i>Source : DAF</i>											
Exportations de bananes (en tonnes)	11 548	9 708	11 926	7 541	11 351	13 123	12 556	11 391	-9,3%	11 391	51,1%
<i>Source : DDCCRF</i>											

1.1.2 Industries agroalimentaires

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Agroalimentaire » au 31 mars 2009

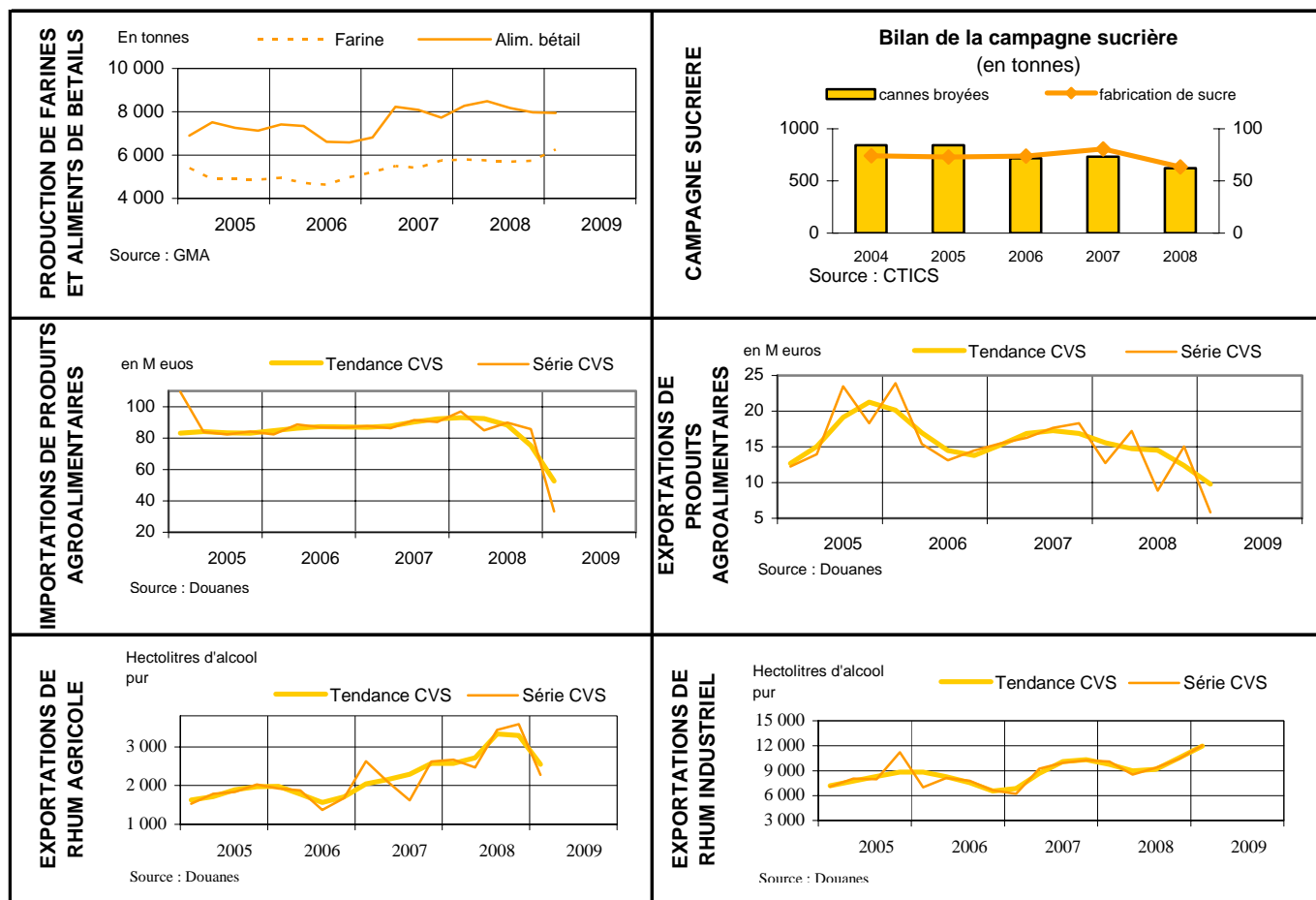


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	Cumul 09	∑09/∑08
Production de farines (Milliers de tonnes)	5 400	4 954	5 204	5 796	5 756	5 692	5 736	6 249	8,9%	6 249	7,8%
Production d'aliments de bétail (Milliers de tonnes)	6 895	7 423	6 816	8 281	8 496	8 181	7 978	7 952	-0,3%	7 952	-4,0%

Source : Grands Moulins des Antilles

Conjoncture économique

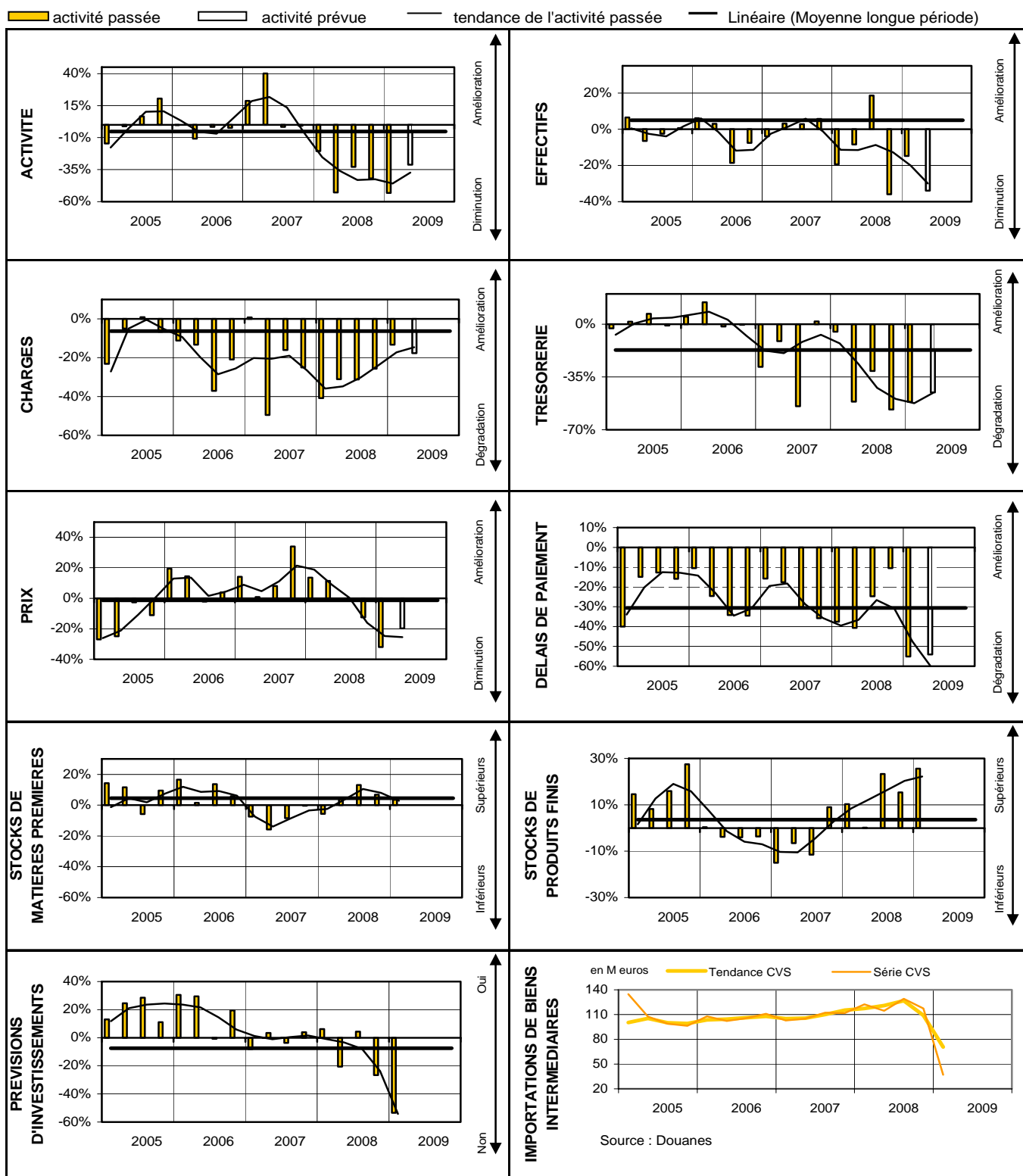


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	2004		2005		2006		2007		2008		∑08/∑07
Cannes manipulées (Milliers de tonnes)	841,6		841,1		716,9		732,5		622,2		-15,1%
Production de sucre (Milliers de tonnes)	74,0		72,8		68,7		80,2		63,5		-20,9%
Rendement industriel (en %)	8,8%		8,66%		9,58%		10,95%		10,2%		-0,8
<i>Source : Syndicat des producteurs exportateurs de sucre et de rhum</i>											
	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	Cumul 09	∑09/∑08
Importations de produits agroalimentaires (Millions d'euros)	108	81	86	94	79	90	94	56	-40,6%	56	-41,1%
Exportations de produits agroalimentaires (Millions d'euros)	7	13	8	6	33	10	8	6	-27,0%	6	-6,3%
Exportations de rhum agricole (Hectolitres d'Alcool Pur)	1 312	1 695	2 354	2 395	3 710	2 206	3 477	2 002	-42%	2 002	-16,4%
Exportations de rhum industriel (HAP)	9 613	8 990	7 765	11 577	11 790	7 890	7 200	13 510	87,6%	13 510	16,7%
<i>Source : Douanes</i>											

1.1.3 Autres Industries¹

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Autres Industries » au 31 mars 2009

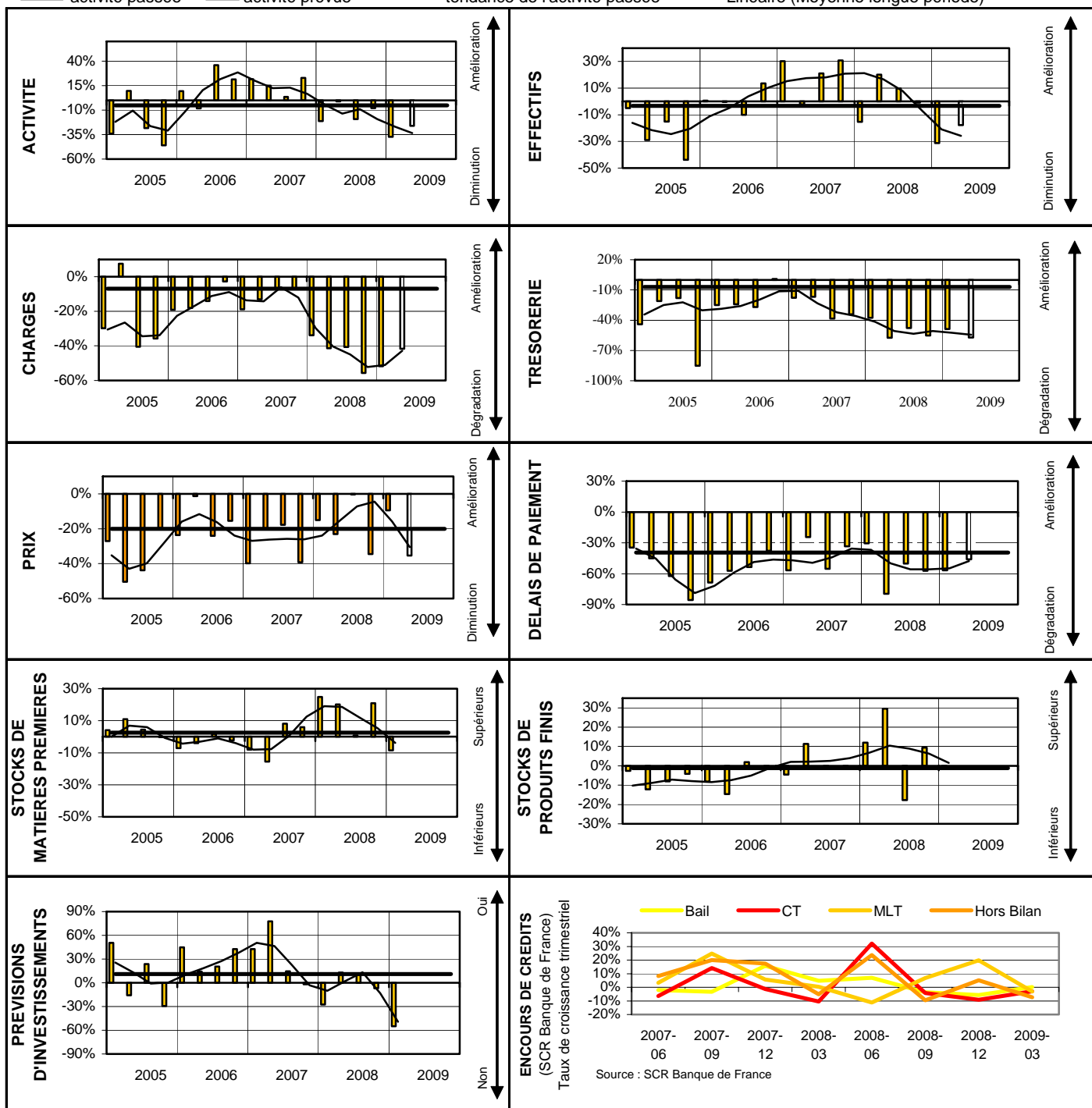


¹ Industries mécaniques, imprimeries, fabrication de menuiseries métalliques etc...

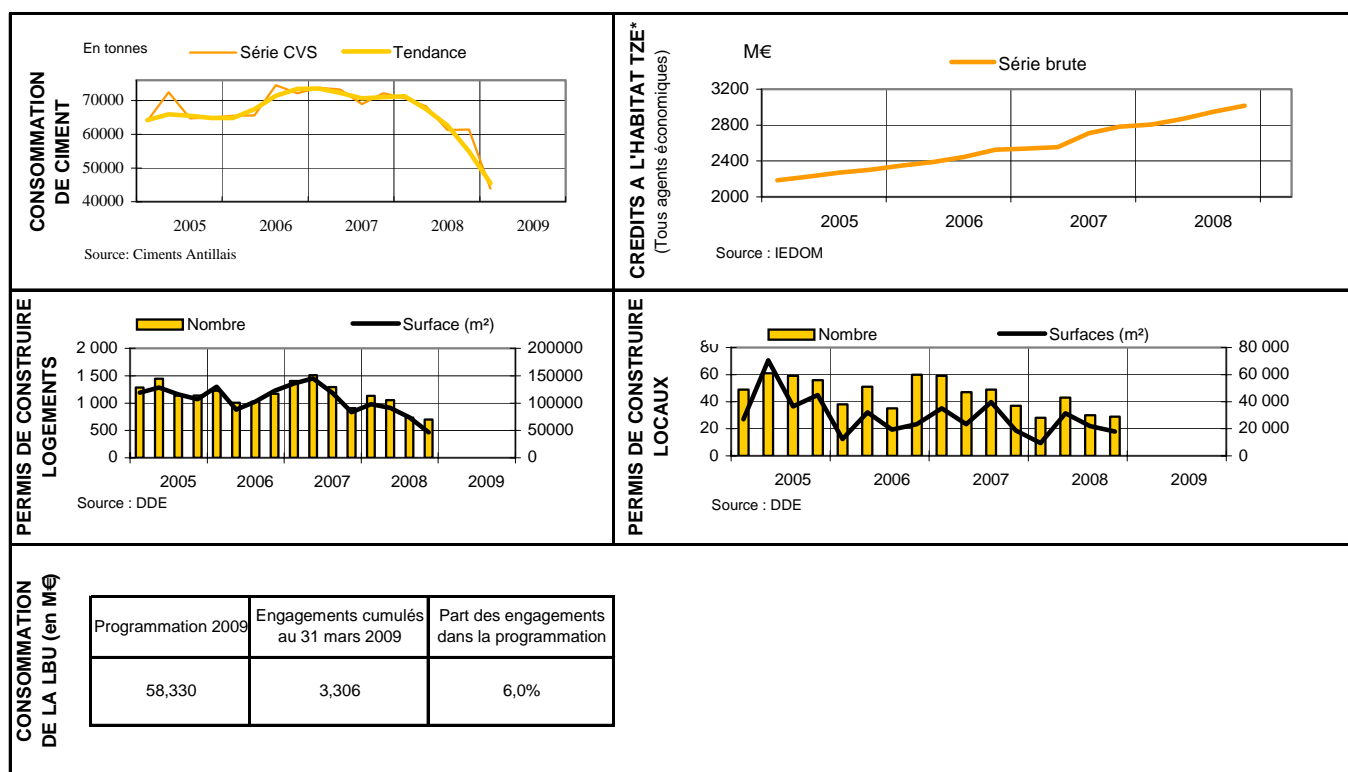
1.1.4 Bâtiment et Travaux publics

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur " Bâtiment et Travaux Publics " au 31 mars 2009

■ activité passée □ activité prévue — tendance de l'activité passée — Linéaire (Moyenne longue période)



Conjoncture économique



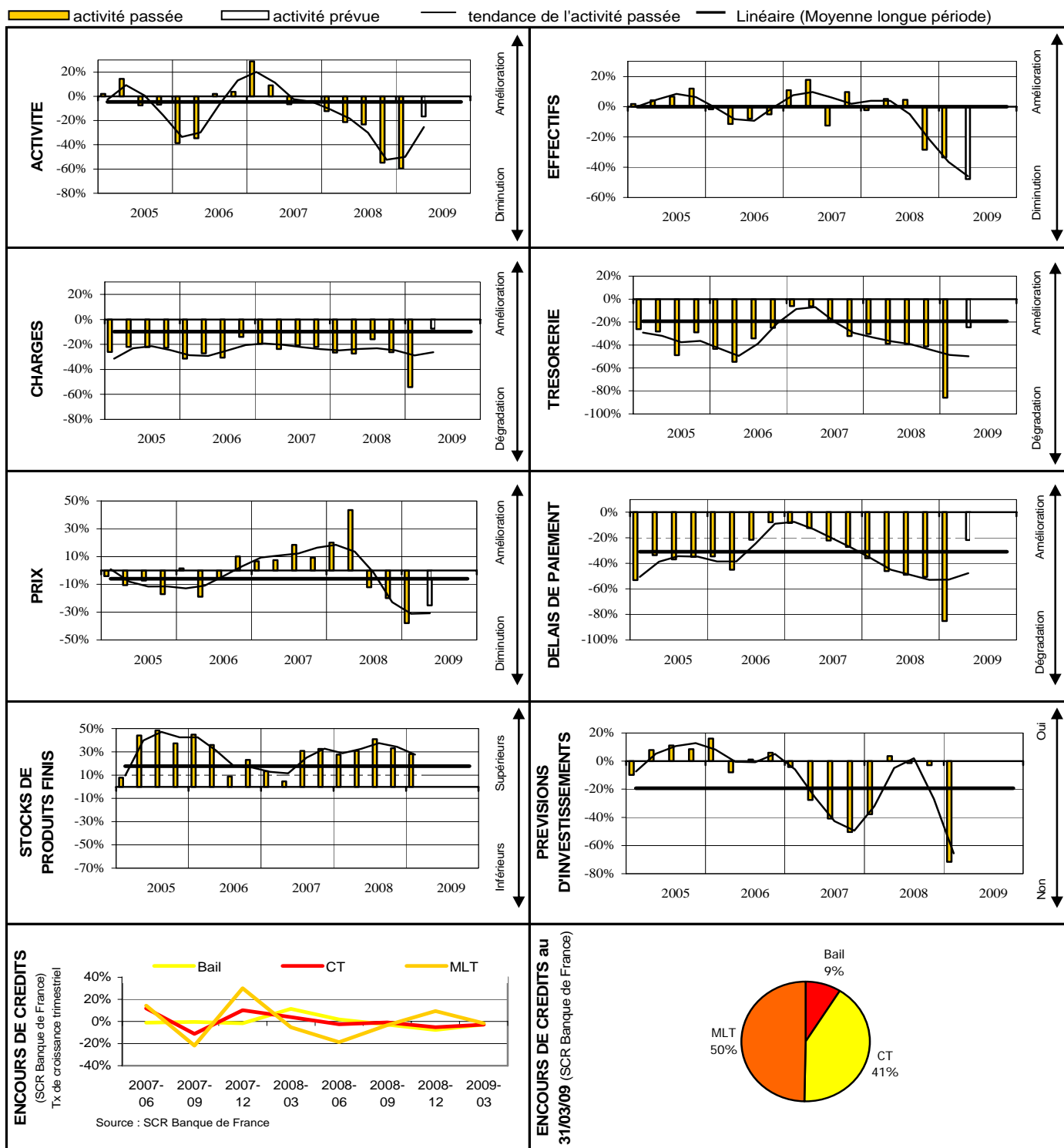
DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	Cumul 09	?09/?08
Attestation sur logements et locaux neufs (nombre)	1 408	1 721	1 575	1 589	2 029	1 563	1 578	1 049	-33,5%	1 049	-34,0%
Permis de construire logements (nombre)	1 287	1 227	1 405	1 134	1 057	738	699	-	ND	0	ND
Permis de construire locaux (nombre)	49	38	59	28	43	30	29	-	ND	0	ND
<i>Source: DDE</i>											
	mars 04	mars 05	mars 06	mars 07	mars 08	juin 08	sept 08	déc 08	mars 09	03-09/012-08	03-09/03-08
Consommation de la LBU (part des montants engagés, en %)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	12%	39%	80,0%	6,0%	-74,0	6,0
<i>Source: DDE</i>											
	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	Cumul 09	?09/?08
Consommation de ciment (tonnes) (Iles du Nord comprises)	61 846	63 187	71 264	67 937	70 541	62 009	65 653	41 137	-37,3%	41 137	-39,4%
<i>Source: Lafarges ciments antillais</i>											
	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	012-08/09-08	012-08/012-07
Crédits à l'habitat TZE* attribués aux ménages, aux entreprises, aux collectivités locales (millions d'euros)	2 068	2 158	2 302	2 526	2 784	2 806	2 869	2 947	3 017	2,4%	8,3%
<i>Source: IEDOM</i>											

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

1.1.5 Le commerce

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Commerce » au 31 mars 2009

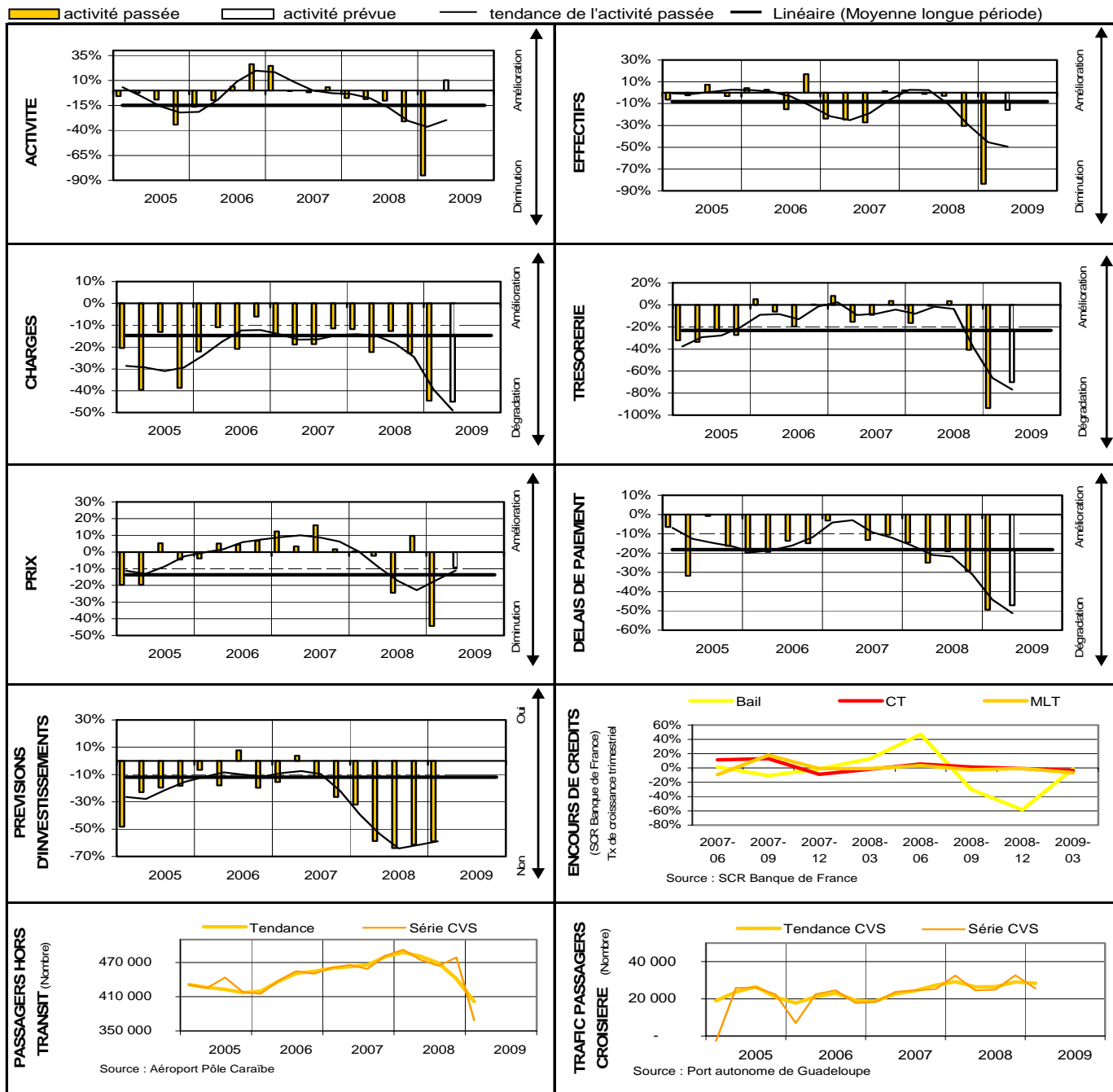


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	Cumul 09	Σ09/Σ08
Immatriculations de véhicules neufs (Nombre)	4 551	5 595	6 312	5 255	4 700	3 668	4 333	3 420	-21,1%	3 420	-34,9%

1.1.6 Hôtellerie - Tourisme

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « Hôtellerie et Tourisme » au 31 mars 2009



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

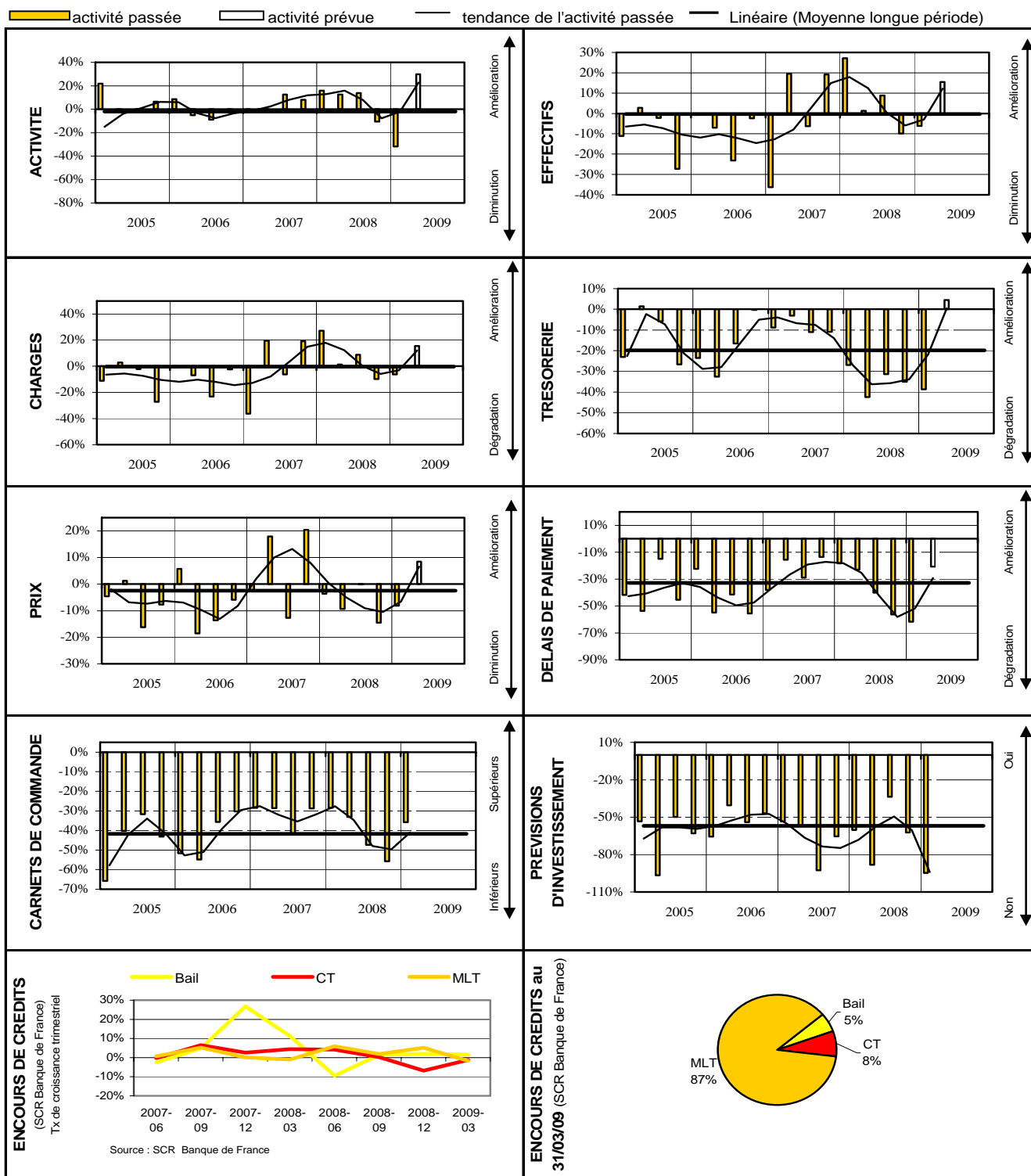
	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	Cumul 09	∑09/∑08
Trafic passagers hors transit (Nombre)	484 532	464 136	514 530	549 851	447 824	497 288	415 470	411 915	-0,9%	411 915	-25,1%
Trafic passagers de croisière (Nombre)*	42 676	48 904	58 375	72 819	12 221	0	30 372	66 010	117,3%	66 010	-9,4%

Source : Aéroport Pôle Caraïbes / PAG

* La saison des croisières débute au mois d'octobre de l'année N-1 et se termine au mois d'avril de l'année suivante.

1.1.7 Services aux entreprises

Soldes d'opinions bruts des dirigeants d'entreprises du secteur des « Services aux entreprises » au 31 mars 2009



1.2 L'investissement des entreprises

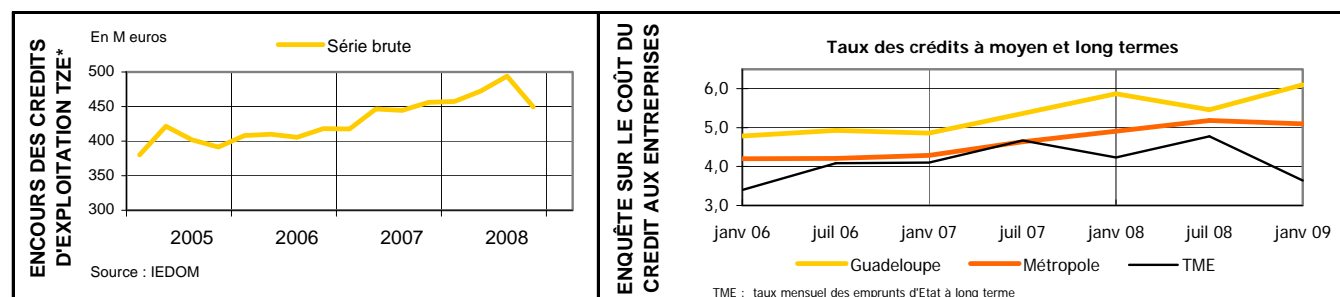


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	déc - 03	déc - 04	déc - 05	déc - 06	déc - 07	mars - 08	juin - 08	sept - 08	déc - 08	012 - 08/09 - 08	012 - 08/012 - 07
Encours de crédits d'investissement TZE (Millions €) <i>Source : IEDOM</i>	776	836	918	1033	1225	1255	1279	1318	1388	5,3%	13,3%
Importations de biens d'équipement (Millions €) <i>Source : Douanes</i>	106	94	73	71	62	65	95	48	-49,7%	48	-33,4%
Attestations sur locaux commerciaux et industriels neufs (Nombre) <i>Source : Consuel</i>	174	183	186	198	274	175	229	111	-51,5%	111	-43,9%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (Nombre) <i>Source : Préfecture</i>	639	931	986	821	1002	806	930	551	-40,8%	551	-32,9%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

1.3 Les conditions de financement des entreprises



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	012-08/09-08	012-08/012-07
Encours des crédits d'exploitation TZE* (Millions €) <i>Source : IEDOM</i>	307	370	391	418	456	457	473	494	450	-9,0%	-1,4%

1.4 La vulnérabilité des entreprises



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars 08	juin 08	sept 08	déc 08	012-08/09-08	012-08/012-07
Taux de créances douteuses nettes TZE*	6,0%	5,2%	4,7%	4,9%	4,7%	4,7%	4,2%	4,2%	3,9%	-0,2	-0,8
Source : IEDOM											
	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	Cumul 09	∑09/∑08
Incidents de paiement sur effet totaux ** (en nombre)	437	504	360	378	430	445	496	547	10,3%	547	44,7%
Source : IEDOM											
Radiations d'entreprises (Nombre)	483	581	527	460	447	378	438	366	-16,4%	366	-20,4%
Source : CCI***											
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	03-09/012-08	03-09/03-08
Personnes morales en interdit bancaire (Nombre)	2 503	2 538	2 584	2 647	2 940	2 776	2 940	2 960	2 973	0,4%	8,8%
Source : IEDOM											

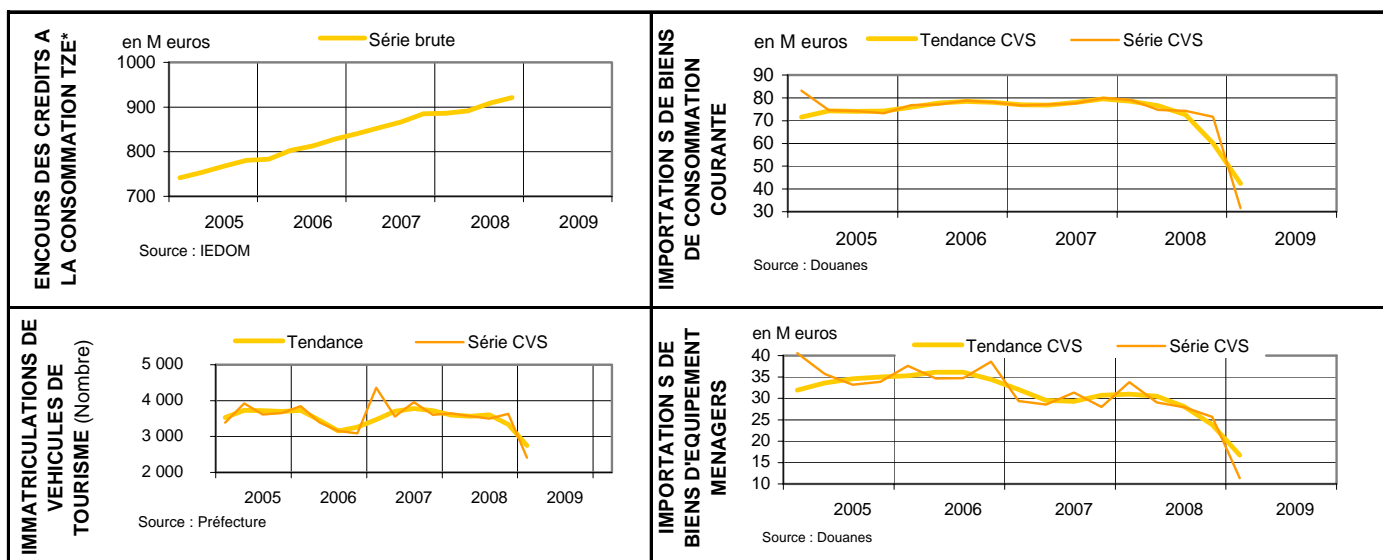
*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

** Les incidents de paiement sur effet totaux comprennent les incidents pour insuffisance de provision et pour contestation de créances.

***CCI en grève au 1T09

2. Les ménages

2.1 La consommation des ménages

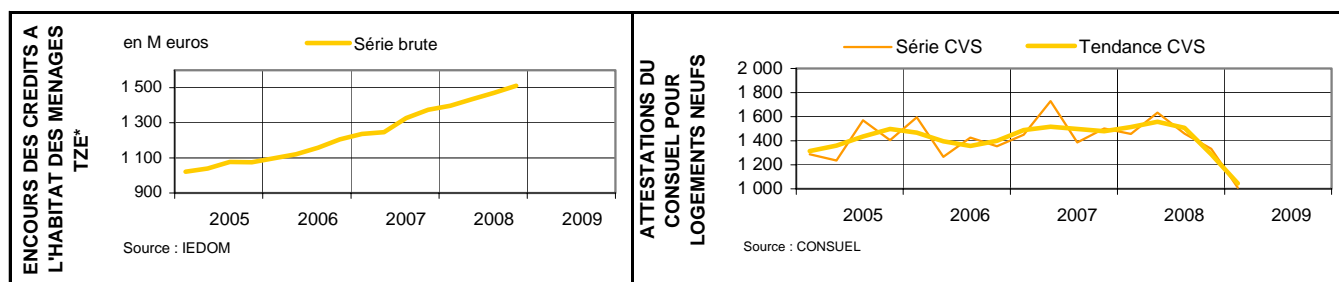


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	012-08/09-08	012-08/012-07
Encours de crédits à la consommation TZE* (Millions d'euros) Source : IEDOM	715	755	780	828	885	886	891	909	921	1,3%	4,1%
	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	Cumul 09	∑09/∑08
Importations de biens de consommation (Millions d'euros) Source : Douanes	81	74	73	75	77	75	73	54	-26,4%	54	-28,5%
Immatriculations de véhicules de tourisme neufs (Nombre) Source : Préfecture	3 912	4 664	5 326	4 434	3 698	2 862	3 403	2 869	-15,7%	2 869	-35,3%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

2.2 L'investissement des ménages

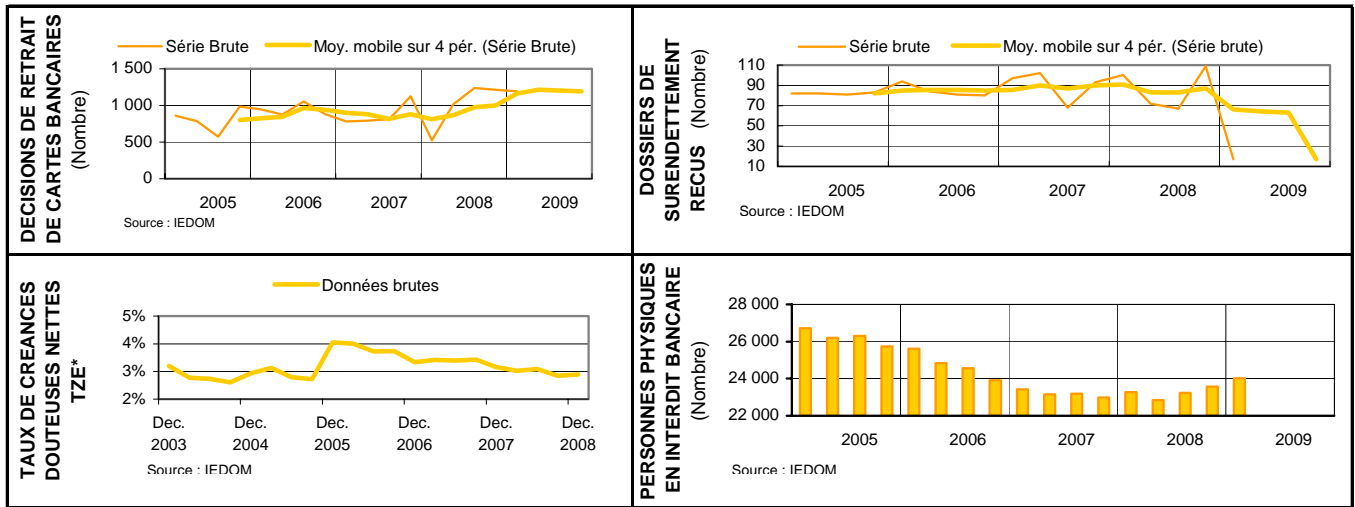


DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	012-08/09-08	012-08/012-07
Encours de crédits à l'habitat TZE* (Millions d'euros) Source : IEDOM	982	1004	1075	1206	1375	1397	1435	1470	1511	2,8%	9,9%
	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	Cumul 09	03-09/03-08
Attestation sur logements neufs (nombre) Source : Consuel	1234	1538	1389	1391	1755	1388	1349	938	-30,5%	938	-32,6%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

2.3 La vulnérabilité des ménages



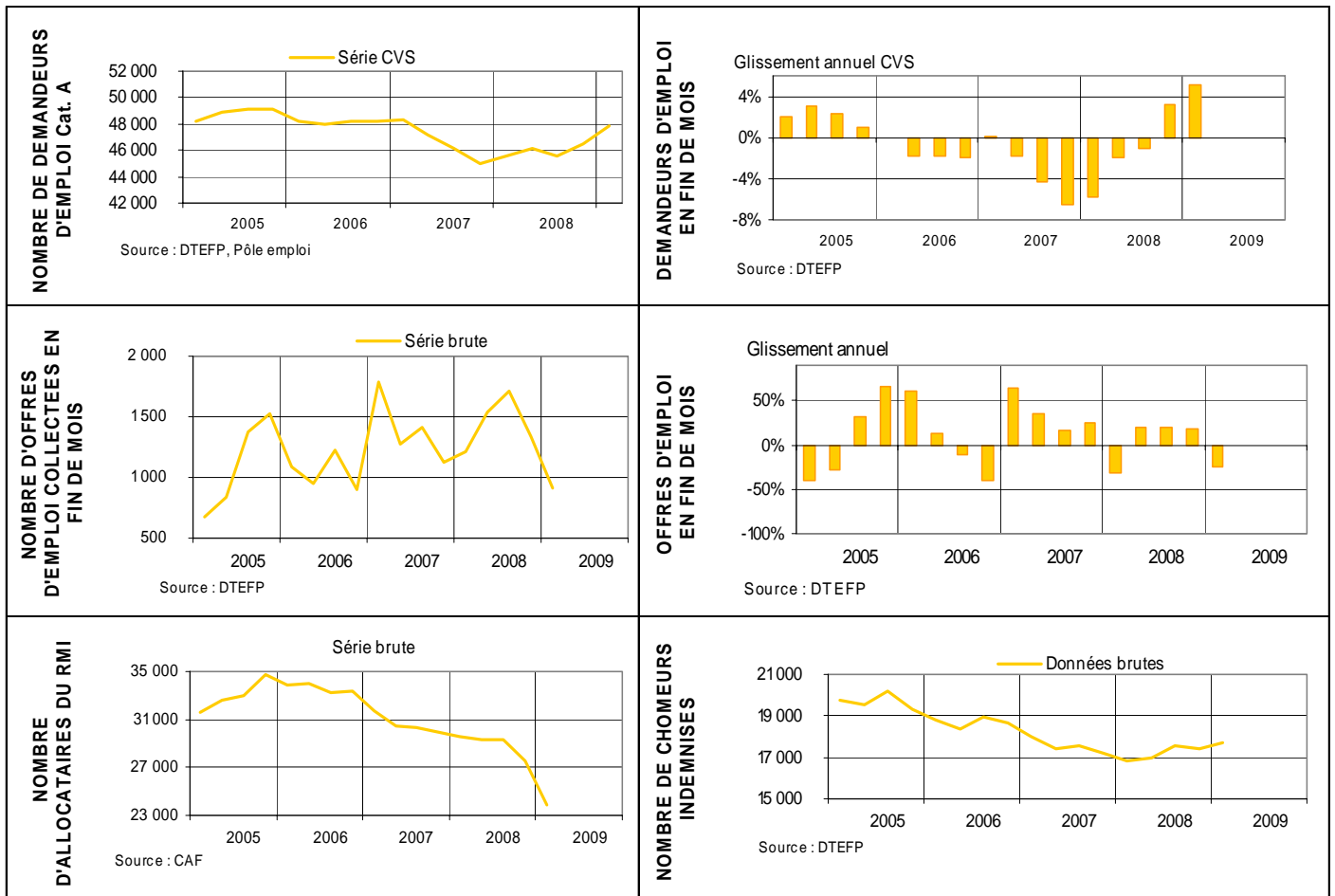
DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	012-08/09-08	012-08/012-07
Taux de créances douteuses nettes (%) <i>Source : IEDOM</i>	3,2%	2,9%	4,0%	3,3%	3,2%	3,0%	3,1%	2,8%	2,9%	0,04	-0,3
	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	Cumul 09	?09/?08
Dossiers reçus à la commission de surendettement (Nombre)** Décisions de retrait de cartes bancaires (Nombre) <i>Source : IEDOM</i>	82	94	97	100	72	67	109	17	-84,4%	17	-83,0%
	860	944	783	523	1014	1240	1216	1192	-2,0%	1 192	127,9%
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	03-09/012-08	03-09/03-08
Personnes physiques en interdit bancaire (Nombre) <i>Source : IEDOM</i>	28 234	26 722	25 609	23 415	23 241	22 846	23 241	23 573	24 016	1,9%	3,2%

*TZE (Toute zone d'émission) : établissements de crédit installés localement ou non.

** IEDOM en grève au 1T09

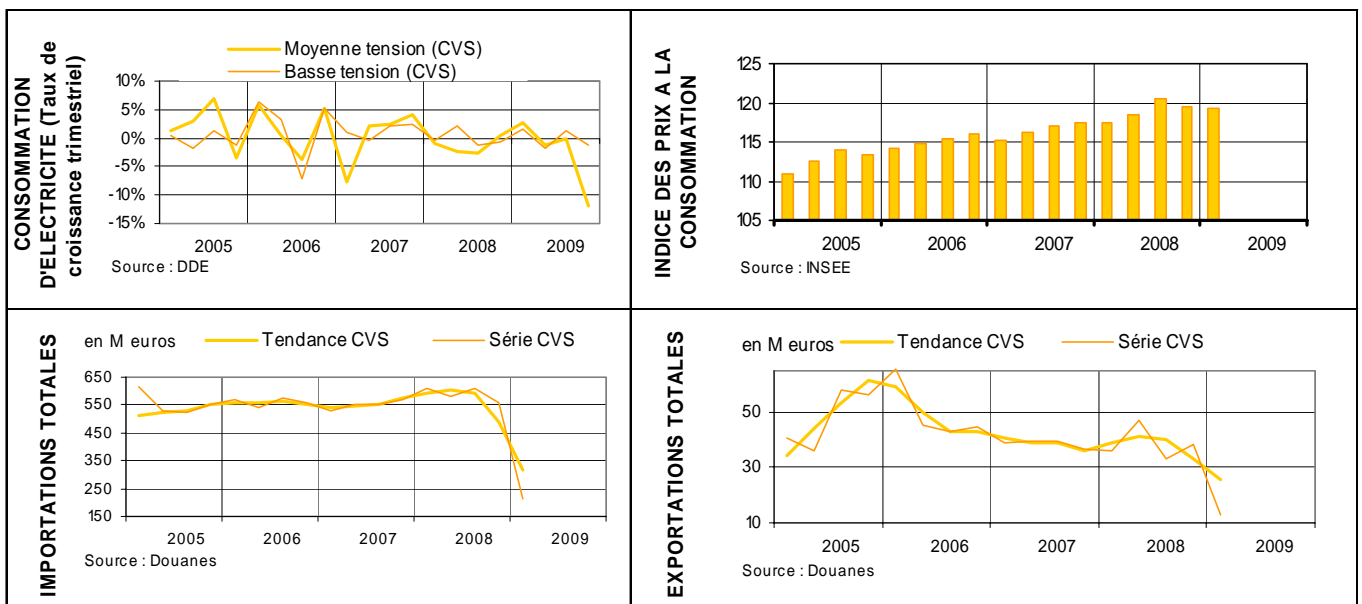
3. Les indicateurs macro-économiques



DONNEES CHIFFREES

	mars - 04	mars - 05	mars - 06	mars - 07	mars - 08	juin - 08	sept - 08	déc - 08	mars - 09	03 - 09 / 012 - 08	03 - 09 / 03 - 08
Demandeurs d'emploi Cat. A (CVS)	47 260	48 220	48 200	48 280	45 520	46 180	45 600	46 510	47 840	2,9%	5,1%
Offres d'emploi fin de mois collectées par Pôle emploi (données brutes)	1119	679	1091	1787	1209	1539	1709	1343	916	-31,8%	-24,2%
Nombre de chômeurs indemnisés (données brutes)	16 945	19 785	18 803	18 036	16 865	16 984	17 585	17 383	17 719	1,9%	5,1%
<i>Source : DTEFP, Pôle emploi</i>											
Nombre d'allocataires du RMI en données brutes	31 858	31 575	33 869	31 695	29 594	29 307	29 299	27 535	23 842	-13,4%	-19,4%
<i>Source : CAF</i>											

Conjoncture économique



DONNEES CHIFFREES (données brutes)

	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	1T09/4T08	Cumul09	Σ09/Σ08
Consommation d'électricité moyenne tension (GWh)	102	109	110	104	123	111	108	93	-14,2%	93	-10,6%
Consommation d'électricité basse tension (GWh)	254	270	283	282	315	310	309	282	-8,8%	282	-0,1%
Consommation totale d'électricité (GWh)	356	379	393	386	437	421	417	374	-10,1%	374	-2,9%
<i>Source : EDF</i>											
Importations totales (M€)	609	553	508	578	542	610	629	332	-47,2%	332	-42,6%
Exportations totales (M€)	35	54	31	27	65	34	33	22	-34,9%	22	-21,0%
<i>Source : Douanes</i>											
	mars - 04	mars - 05	mars - 06	mars - 07	mars - 08	juin - 08	sept - 08	déc - 08	mars - 09	03 - 09 / 012 -	03 - 09 / 03 - 08
Indice des prix à la consommation	107,9	111,0	114,1	115,3	117,5	118,5	120,5	119,4	119,2	-0,2%	1,4%
<i>Source : INSEE</i>											

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandie BOYER

Aurélien GUINGAND

Luc LE CABELLEC

Pascal RICHER

IEDOM

Parc d'activité la providence – ZAC de Dothémare – 97139 Les Abymes

Téléphone : 0590.93.74.00 – télécopie : 0590.93.74.25

Site Internet de l'iedom : www.iedom.fr

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Parc d'activités La Providence-ZAC de Dothémare - 97139 Les Abymes

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : L. LE CABELLEC
Editeur : IEDOM

Achevée d'imprimé juin 2009
Dépôt légal : Juin 2009 - n° ISSN : 0296 – 3116